

a

**FIDA**

**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**

**Conseil d'administration – Quatre-vingt-huitième session**

Rome, 13-14 septembre 2006

**ÉRYTHRÉE**

**EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS**

Pour: **Examen**

## **Note à l'intention des Administrateurs**

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques sur le présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

**Abla Z. Benhammouche**

Responsable de programmes de pays

tél.: +39-06-5459-2226

courriel: [a.benhammouche@ifad.org](mailto:a.benhammouche@ifad.org)

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

**Deirdre McGrenra**

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

tél.: +39-06-5459-2374

courriel: [d.mcgrenra@ifad.org](mailto:d.mcgrenra@ifad.org)

**TABLE DES MATIÈRES**

<b>TAUX DE CHANGE</b>	<b>iii</b>
<b>POIDS ET MESURES</b>	<b>iii</b>
<b>SIGLES ET ACRONYMES</b>	<b>iii</b>
<b>CARTE DU PAYS: LOCALISATION DES INTERVENTIONS FINANÇÉES PAR LE FIDA</b>	<b>iv</b>
<b>APERÇU DU PORTEFEUILLE</b>	<b>v</b>
<b>RÉSUMÉ</b>	<b>vi</b>
<b>I. INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>II. LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SECTORIEL ET LA PAUVRETÉ RURALE</b>	<b>2</b>
A. Situation économique du pays	2
B. Secteur agricole	3
C. Pauvreté rurale	5
D. Réduction de la pauvreté rurale – obstacles et possibilités	7
E. Stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale	8
<b>III. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE ACQUISE PAR LE FIDA DANS LE PAYS</b>	<b>9</b>
<b>IV. CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA</b>	<b>10</b>
A. Créneau stratégique du FIDA et axes d'intervention proposés	10
B. Principales possibilités d'innovation et d'intervention dans le cadre des projets	13
C. Portée et possibilités de partenariat avec les ONG et le secteur privé	14
D. Relations éventuelles avec d'autres donateurs et institutions	14
E. Concertation sur l'action à mener	15
F. Domaines d'action pour améliorer la gestion du portefeuille	16
G. Cadre provisoire pour les opérations de prêt et programme de travail à horizon mobile	16
<b>APPENDICES</b>	
<b>I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)</b>	<b>1</b>
<b>II. RESULTS MATRIX (MATRICE DE RÉSULTATS)</b>	<b>2</b>
<b>III. STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS (ANALYSE DES FORCES, FAIBLESSES, POSSIBILITÉS ET MENACES)</b>	<b>3</b>
<b>IV. IFAD'S CORPORATE THRUSTS AS RELATED TO THE PROPOSED COUNTRY PROGRAMME (CORRÉLATION ENTRE LES AXES INSTITUTIONNELS ET LE PROGRAMME PROPOSÉ POUR LE PAYS)</b>	<b>8</b>
<b>V. ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DÉVELOPPEMENT – ONGOING AND PLANNED (ACTIVITÉS DES AUTRES PARTENAIRES DÉ DÉVELOPPEMENT – EN COURS D'EXÉCUTION ET PRÉVUES)</b>	<b>10</b>



**TAUX DE CHANGE**

Unité monétaire	=	Nakfa (ERN)
1,00 USD	=	15,00 ERN
1,00 ERN	=	0,067 USD

**POIDS ET MESURES**

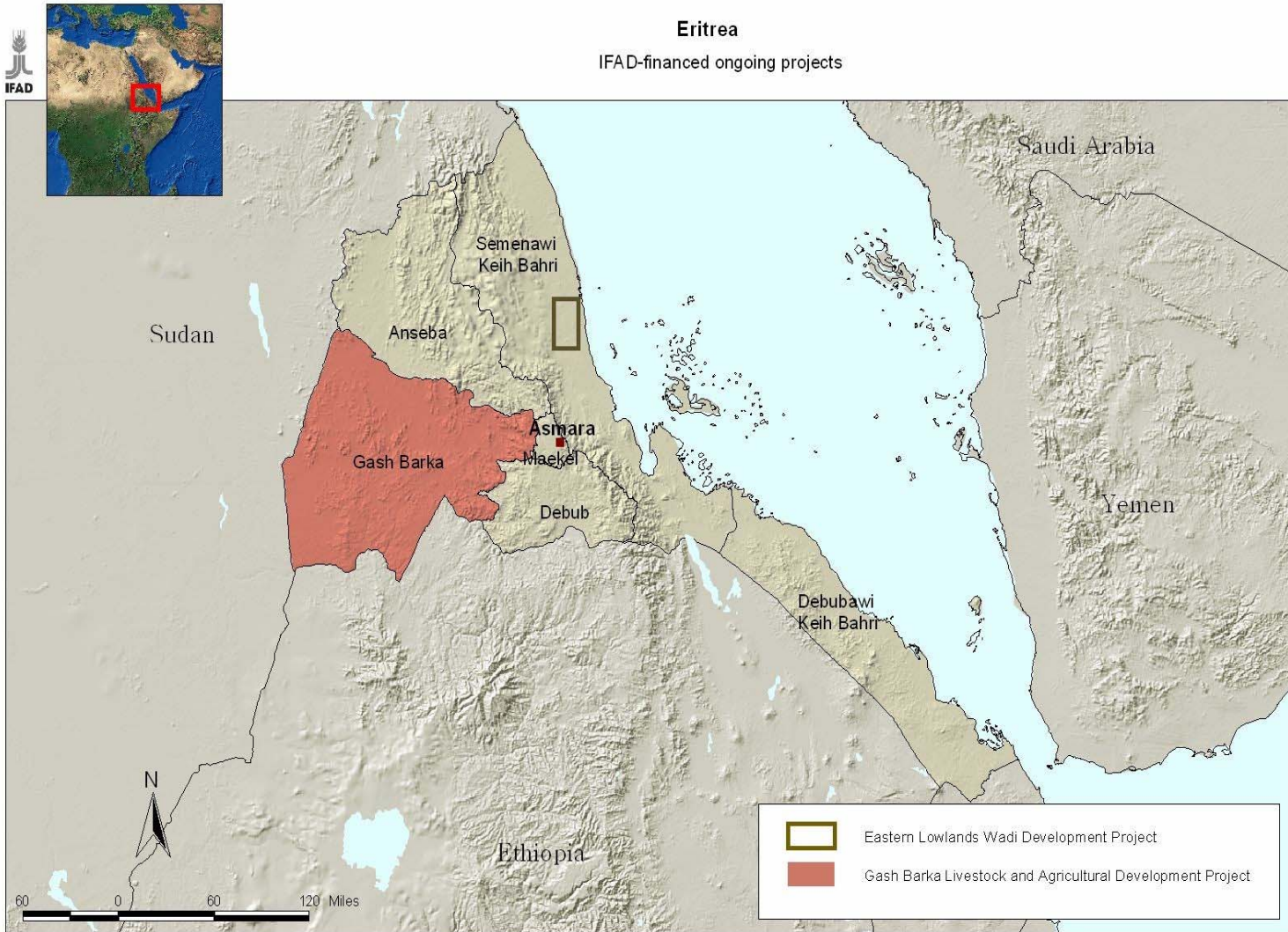
Système métrique

**SIGLES ET ACRONYMES**

COSOP	Exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays
ELWDP	Projet d'aménagement des oueds des basses terres de l'Est
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
GBLADP	Projet de développement de l'agriculture et de l'élevage dans la région de Gash Barka
SRP	Stratégie de réduction de la pauvreté
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
UE	Union européenne

**GOUVERNEMENT DE L'ÉRYTHRÉE****Année budgétaire**1<sup>er</sup> janvier – 31 décembre

CARTE DU PAYS: LOCALISATION DES INTERVENTIONS FINANÇÉES PAR LE FIDA



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

**APERÇU DU PORTEFEUILLE**

**Région: Afrique orientale et australe**

**Pays: Érythrée**

Nom du projet	Institution initiatrice	Institution coopérante	Conditions du prêt	Approbation par le Conseil d'administration	Entrée en vigueur du prêt	Date de clôture actuelle	Code du prêt	Monnaie	Montant du prêt approuvé	Décassements (en % du montant approuvé)
Projet d'aménagement des oueds des basses terres de l'Est (ELWDP)	FIDA	Banque mondiale	Particulièrement favorables	15/12/94	1/3/95	3/6/06	I 365	USD	12,68 millions de USD	96,54% (juin 2006)
Projet de développement de l'agriculture et de l'élevage dans la région de Gash Barka (GBLADP)	FIDA	UNOPS	Particulièrement favorables	23/4/03	24/2/03	30/9/09	I 584	USD	10,00 millions de USD	32,04% (juin 2006)

UNOPS = Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets.

## RÉSUMÉ

1. L'Érythrée sort de deux guerres (1998-2000) et d'une série sans précédent de sécheresses (2000-2003). Depuis son accession à l'indépendance en 1991, elle a traversé une période très difficile au cours de laquelle elle a dû se doter des institutions propres à un État indépendant malgré une grave pénurie de ressources que les deux guerres susmentionnées sont encore venues aggraver. Le conflit frontalier avec l'Éthiopie n'est toujours pas résolu et une forte proportion de la population active du pays reste sous les drapeaux. Un grand nombre de réfugiés internes, de rapatriés et de soldats démobilisés ont également besoin d'assistance afin de pouvoir réintégrer les communautés rurales.

2. L'avantage comparatif du FIDA en Érythrée tient à son engagement continu depuis 12 ans dans ce pays en crise alors que la plupart des autres donateurs s'en étaient retirés et n'y sont toujours pas revenus. En particulier, le FIDA possède une expérience précieuse lorsqu'il s'agit d'intégrer l'assistance nécessaire pour assurer le développement humain, social, institutionnel et économique d'ensemble des personnes vulnérables et l'aide complémentaire dont celles-ci ont besoin pour survivre dans l'immédiat. Cela a accru sa visibilité en tant que partenaire incontournable en matière de développement agricole et rural et lui a permis de se préparer à participer davantage à la concertation sur l'action à mener, ce que d'autres partenaires de développement ne sont pas parvenus à faire.

3. **L'objectif stratégique du FIDA en Érythrée est de contribuer à la réalisation de l'un des Objectifs du Millénaire pour le développement, à savoir éradiquer la pauvreté et la faim dans les zones rurales, où 65% des ménages ne parviennent pas à satisfaire leurs besoins fondamentaux.** Cet objectif global recouvre quatre **objectifs stratégiques**, dont chacun correspond à l'un des quatre piliers de la stratégie intérimaire de réduction de la pauvreté du gouvernement:

<b>Pilier de la stratégie provisoire de réduction de la pauvreté</b>	<b>Objectifs stratégiques</b>
Relancer la croissance économique	<b>Appui post-crise:</b> rétablir les modes de subsistance indépendants des ménages ruraux touchés par les crises
Offrir aux pauvres des possibilités de revenu	<b>Amélioration de la productivité:</b> augmenter durablement la productivité et la rentabilité de l'agriculture et de l'élevage
Assurer une meilleure mise en valeur des ressources humaines	<b>Formation technique:</b> augmenter les revenus des ruraux et réduire la dégradation de l'environnement grâce à la formation et aux activités de vulgarisation
Instauration d'un climat propice et renforcement des capacités institutionnelles	<b>Renforcement des capacités:</b> mettre en place des capacités institutionnelles et appuyer les efforts de développement dus à l'initiative locale

4. La politique du FIDA en matière de prévention des crises et de redressement suppose que l'on mette initialement l'accent sur le premier objectif puis que l'on passe à une aide au développement classique au titre des trois autres objectifs à mesure que les effets des conflits et des sécheresses s'estomperont. Cette stratégie de transition entre l'aide à la reconstruction et au relèvement et l'aide au développement est conforme à l'approche programmatique consacrée par le nouveau modèle opérationnel du FIDA, qui consiste à utiliser divers produits et services complémentaires. Le programme mettra en œuvre plusieurs instruments pour répondre aux besoins à court terme tout en préparant le développement à plus long terme et en renforçant le portefeuille actuel.



5. Le présent COSOP est le premier à être établi pour un pays en crise depuis l'approbation de la politique du FIDA en matière de prévention des crises et de redressement. La difficulté consiste à orchestrer une transition structurée et sans à-coups entre les activités de reconstruction entreprises immédiatement après la crise au titre du premier objectif stratégique et les interventions de développement classiques menées au titre des trois autres objectifs tout en conservant suffisamment de souplesse pour revenir à un appui de crise au cas où on s'acheminerait à nouveau vers un conflit ou une catastrophe naturelle. Cette situation aléatoire nécessite une stratégie qui permette de changer de mode d'assistance (crise, post-crise et développement) tout en accordant l'attention voulue au principe énoncé dans la politique de prévention des crises et de redressement selon lequel les stratégies de survie à court terme ne doivent pas compromettre la réalisation des objectifs de développement à plus long terme.



## ÉRYTHRÉE

### EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS

#### I. INTRODUCTION<sup>1</sup>

1. L'Érythrée sort de deux guerres (1998-2000) et d'une série sans précédent de sécheresses (2000-2003). Depuis son accession à l'indépendance en 1991, elle a traversé une période très difficile au cours de laquelle elle a dû se doter des institutions propres à un État indépendant malgré une grave pénurie de ressources que les deux guerres susmentionnées sont encore venues aggraver. Le conflit frontalier avec l'Éthiopie n'est toujours pas résolu et une forte proportion de la population active du pays reste sous les drapeaux. Un grand nombre de réfugiés internes, de rapatriés et de soldats démobilisés ont également besoin d'assistance afin de pouvoir réintégrer les communautés rurales.

2. Le présent exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays (COSOP)<sup>2</sup> est le deuxième concernant l'Érythrée. Il donne un aperçu des possibilités qui s'offrent au FIDA de contribuer à la reconstruction post-crise et à la réduction de la pauvreté. Il indique comment le Fonds pourrait compléter les efforts du Gouvernement érythréen et d'autres partenaires de développement visant à réduire la pauvreté rurale. Il cherche à définir le rôle du FIDA et les possibilités d'alliances stratégiques, à déterminer la place de celui-ci dans les politiques gouvernementales concernant la pauvreté rurale et le redressement post-crise et à ménager un espace de concertation avec le Gouvernement et les autres parties prenantes. Il a été élaboré dans le cadre d'un processus participatif qui a donné lieu à des consultations avec une équipe de travail spécialement convoquée à cet effet. Dans le cadre de ce processus, qui a permis de parvenir à un consensus très solide sur la voie à suivre<sup>3</sup>, le gouvernement a également organisé une réunion de consultation avec les principaux partenaires participant activement au développement du secteur rural, à savoir l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Agence des États-Unis pour le développement international et la Banque mondiale afin de coordonner les stratégies appuyées par le FIDA et les autres donateurs.

3. Le COSOP définit la stratégie que le FIDA doit suivre pour ajouter de la valeur aux politiques et programmes du Gouvernement visant à réduire la pauvreté rurale qui figurent dans la Stratégie nationale intérimaire de réduction de la pauvreté (SRP intérimaire). Il traite des difficultés à surmonter pour faire face à la pauvreté rurale extrême dans un pays en crise qui est également menacé par une grave détérioration de l'environnement et des sécheresses à répétition et dont les ressources financières et humaines sont limitées. La stratégie ainsi définie se fonde sur l'expérience acquise par le FIDA et ses partenaires en Érythrée, ainsi que sur les enseignements tirés dans d'autres pays frappés par des conflits et des sécheresses. Elle intègre l'approche programmatique que traduisent le nouveau modèle opérationnel, la politique en matière de prévention des crises et de redressement (EB 2006/87/R.3/Rev.1, avril 2006), le cadre stratégique, la stratégie régionale pour l'Afrique orientale et australe et le Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA.

---

<sup>1</sup> Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

<sup>2</sup> La présentation de ce COSOP correspond à une étape intermédiaire entre la présentation de 2002 (EB 2002/77/R.12) et le nouveau COSOP axé sur les résultats.

<sup>3</sup> Le gouvernement a examiné une version antérieure de ce document et l'a approuvée, sous réserve qu'un certain nombre d'observations et de suggestions y soient incorporées.

## II. LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SECTORIEL ET LA PAUVRETÉ RURALE

### A. Situation économique du pays

4. L'Érythrée, qui est située le long de la côte occidentale de la mer Rouge, couvre une superficie totale d'environ 124 000 km<sup>2</sup>. Elle est caractérisée par divers types de climats: de chaud et aride dans les basses terres à tempéré et subhumide dans les hautes terres. La population, hétérogène sur le plan ethnique, compte environ 4,4 millions de personnes et s'accroît de 2,5% par an. Environ 73% des habitants vivent dans les campagnes, où ils pratiquent pour la plupart une agriculture de subsistance. Les deux tiers vivent dans les hautes terres, où les densités de population atteignent 200 personnes au km<sup>2</sup> dans certaines régions.

5. **Gouvernance.** L'Érythrée compte deux échelons administratifs principaux: l'administration centrale et les collectivités locales. L'échelon local comprend trois niveaux: la province (*zoba*), le district (*sub-zoba*) et le village (*kebab*). Des carences institutionnelles sont présentes à tous les niveaux, mais c'est à l'échelon local qu'elles sont le plus visibles. Depuis 1996, le gouvernement délègue des responsabilités aux provinces et aux districts afin de mieux répondre aux besoins locaux et d'accroître l'efficacité des services publics. Le personnel participant à la fourniture de services dépend, sur le plan opérationnel, de l'administration provinciale, qui relève elle-même du Cabinet du Président, et, sur le plan technique, des ministères compétents. Le gouvernement central conserve la responsabilité des politiques, des normes, des avis techniques, du renforcement des capacités et de la gestion de l'information.

6. **Vue d'ensemble de l'économie.** Après 30 ans de guerre pour s'émanciper de l'Éthiopie, l'Érythrée a obtenu de facto son indépendance en mai 1991 et officiellement deux ans plus tard. À la fin de 1997, elle était en train de remettre en état son infrastructure économique et sociale et de s'acheminer vers la stabilité économique dans le cadre d'une politique générale axée sur les marchés. Au cours de la période 1993-1997, l'économie a progressé d'environ 11% par an, le PIB par habitant atteignant 181 USD, mais depuis, sa croissance a été nulle, voire négative, et le PIB par habitant n'est plus que d'environ 150 USD, si bien que l'Érythrée est maintenant l'un des pays les plus pauvres au monde (155<sup>e</sup> sur 175 pays d'après le classement donné par l'indicateur du développement humain).

7. **Un pays en proie à un conflit.** Un différend frontalier latent avec l'Éthiopie a débouché en mai 1998 sur une véritable guerre qui a duré jusqu'en juin 2000. Environ 70 000 Érythréens sont morts et au moins un million ont été déplacés à l'intérieur du pays ou ont fui à l'étranger. Un accord de paix établissant une zone de sécurité provisoire gardée par une force de maintien de la paix de l'ONU a été signé en décembre 2000. Une commission frontalière internationale a défini la frontière entre les deux pays, mais l'Éthiopie n'a pas encore donné son accord pour commencer les travaux de démarcation. Cela a eu pour effet de maintenir l'Érythrée dans une situation «ni guerre, ni paix», dont les graves conséquences humanitaires et matérielles continuent de mettre à mal son économie. Presque tous les indicateurs économiques se sont détériorés depuis que le conflit a éclaté. L'inflation a augmenté de plus de 20%; les déficits budgétaires se sont envolés; les exportations se sont réduites à presque rien; les réserves en devises étrangères sont pratiquement épuisées; l'épargne s'est raréfiée; la dette publique extérieure a été multipliée par dix; et l'investissement étranger direct a diminué des deux tiers. Le coût de la reconstruction après la guerre et la nécessité d'importer des produits alimentaires ont eu pour effet d'accroître constamment l'endettement du pays et sa dépendance vis-à-vis de l'aide. La situation financière est extrêmement tendue en raison des dépenses liées à la défense et il y a des pénuries de combustible et d'autres produits.

8. En raison des pertes humaines qu'il a subies et du fait que 300 000 personnes sont mobilisées au titre du service national, le pays continue de connaître une grave pénurie de main-d'œuvre dont pâtissent les pouvoirs publics, les entreprises et les ménages. Cette pénurie a également gêné la mise en œuvre des activités de développement et notamment des deux projets appuyés par le FIDA. Des

soldats sont actuellement démobilisés, mais la persistance des tensions dans les zones frontalières ralentit le rythme auquel ceux-ci peuvent revenir dans le secteur productif. Le marché éthiopien, qui absorbait environ les deux tiers des exportations de l'Érythrée avant la guerre, reste inaccessible. Le pays ne bénéficie plus des redevances importantes qu'il percevait sur les marchandises éthiopiennes qui transitaient par les ports érythréens et les flux de travailleurs migrants à destination et en provenance de l'Éthiopie ainsi que les envois de fonds des Érythréens qui vivaient auparavant en Éthiopie n'ont toujours pas repris.

9. L'Érythrée est maintenant le pays qui est le plus tributaire de l'aide extérieure pour satisfaire ses besoins alimentaires. En moyenne, au cours de la période 1992-2003, elle a couvert seulement environ un tiers de ses besoins en céréales vivrières, et les mauvaises années, ce chiffre peut tomber à 15-20%. Les donateurs craignent de ne pas pouvoir fournir indéfiniment une aide alimentaire et attendent du FIDA et des autres partenaires de développement qu'ils contribuent à rétablir la productivité agricole.

### B. Secteur agricole

10. Environ 60% des Érythréens dépendent de l'agriculture à la fois comme source de revenu et pour se nourrir. Les principales cultures sont l'orge, le blé, le teff, le sorgho et le millet dans les hautes terres, et le millet et le sorgho dans les basses terres. L'horticulture irriguée est pratiquée le long des cours d'eau saisonniers. Dans le passé, on exportait du bétail élevé dans les basses terres (principalement des petits ruminants) vers les États du Golfe, mais ce commerce est actuellement suspendu parce que l'Érythrée n'est pas en mesure de satisfaire aux règlements en matière de santé animale.

11. **Utilisation des terres.** Environ 2,1 millions d'hectares (17% de la superficie totale de l'Érythrée) sont considérés comme des terres arables, dont environ 1,5 million d'hectares sont utilisables pour l'agriculture pluviale et 0,6 million d'hectares pour l'agriculture irriguée. La plus grande partie des terres restantes sont classées comme zones de parcours pour le bétail ou comme incultes. Seulement 0,5% des terres sont classées comme forêts en mauvais état ou plantations. Avant la guerre, la superficie mise en culture atteignait près de 0,5 million d'hectares, mais on pense qu'elle a diminué depuis. La densité de population et l'intensité d'utilisation des sols varient considérablement d'une zone agroécologique à l'autre. La proclamation foncière de 1994 a accordé aux agriculteurs un droit d'usufruit à vie sur les terres qu'ils détiennent actuellement, éliminant ainsi les risques antérieurs liés aux redistributions périodiques de terres. La proclamation garantit à tous les Érythréens ce droit d'usufruit sans distinction de sexe, de croyance ou d'appartenance ethnique. Les terres restent la propriété de l'État, qui a le pouvoir de fixer les conditions régissant leur jouissance, leur cession à bail et les autres formes d'utilisation dont elles peuvent faire l'objet. Tant le nouveau régime que l'ancien répondent à un souci égalitaire. L'un comme l'autre tiennent compte de la qualité des terres lorsqu'il s'agit de les attribuer mais ni l'un ni l'autre n'autorisent qu'elles fassent l'objet de transactions commerciales fondées sur la propriété privée.

12. **Production agricole.** la majorité des habitants des hautes terres pratiquent la culture vivrière des céréales mais ils cultivent aussi des légumineuses et des graines oléagineuses sur de petites surfaces et élèvent des ruminants et de la volaille. Dans le passé, les basses terres étaient occupées par des bergers transhumants, mais la pression démographique et les restrictions concernant les déplacements du bétail les ont rendus davantage tributaires des cultures, qu'ils pratiquent souvent sans irrigation dans des conditions extrêmement marginales. L'agriculture pluviale de subsistance occupe plus de 90% des terres cultivées. Peu d'intrants modernes sont utilisés et les rendements moyens sont faibles. Ce sont les basses terres qui offrent les meilleures possibilités d'augmenter les surfaces mises en culture, et depuis 1996, le Gouvernement soutient l'agriculture pluviale commerciale et semi-commerciale dans le cadre du programme de développement intégré de l'agriculture dans le sud de la région de Gash Barka. Environ 30 000 hectares sont irrigués, ce qui représente seulement environ 5% de la surface potentiellement irrigable. Cette irrigation consiste principalement à

détourner les cours d'eau saisonniers provenant des hautes terres afin de cultiver du sorgho. De petites surfaces irriguées sont également consacrées à des cultures horticoles et fourragères de haute valeur. Dans les hautes terres, un certain nombre de petits barrages et d'étangs sont utilisés pour irriguer des cultures maraîchères, abreuver le bétail et approvisionner les foyers en eau.

13. Le **bétail** occupe une place importante dans tous les systèmes de production agricole. On estime que le cheptel comprend environ 4,7 millions de caprins, 2,2 millions d'ovins, 1,9 million de bovins, 1,0 million de volailles et 0,3 million de dromadaires. Les animaux sont utilisés de différentes façons et notamment comme pourvoyeurs de nourriture (viande et lait) ou de fumier, comme animaux de trait ou encore comme moyen d'accumuler des richesses. De nombreuses familles ont pu survivre pendant les crises récentes en vendant leur bétail et sont donc de moins en moins en mesure de faire face à de nouvelles épreuves. Les systèmes pastoraux traditionnels donnaient lieu à des migrations saisonnières, mais les possibilités de franchir les frontières internationales sont maintenant très limitées, et cela est lourd de conséquences pour l'environnement et sur le plan social. Les systèmes pastoraux et agropastoraux se caractérisent par des apports vétérinaires minimes, une pénurie aiguë de fourrage et une faible productivité. Le surpâturage entraîne une grave détérioration des terres, l'appauvrissement de la biodiversité agricole et la désertification. Heureusement, on compte pouvoir introduire des techniques à la fois novatrices et abordables qui permettraient d'accroître la production fourragère et de convertir plus efficacement les fourrages en produits animaux en luttant contre les maladies en améliorant les méthodes d'élevage. On pourrait également développer l'élevage des petits animaux (ovins, caprins et volailles), qui peut être un moyen très efficace de réinsérer les ménages démunis, monoparentaux ou ayant à leur tête une femme.

14. **Cadre institutionnel.** Les principales institutions sont le Ministère du développement national, le Ministère de l'agriculture, le Ministère des ressources foncières, de l'eau et de l'environnement, le Ministère du travail et de la protection sociale, le Ministère des collectivités locales, l'Union nationale des femmes érythréennes et les administrations provinciales et des districts. Le développement institutionnel a été entravé par le fait que l'on manquait au départ de personnel formé et que des ressources ont dû être réaffectées à la défense. En outre, le gouvernement fournit maintenant directement des biens et des services qui, en temps normal, seraient fournis par le secteur privé. Par conséquent, pour ce qui est de la définition des orientations, de la planification et de la réglementation, les institutions érythréennes manquent de capacités et de transparence, et leur aptitude à mettre en œuvre des programmes de développement est limitée. Le fait que l'Érythrée applique une politique de «tolérance zéro» face à la corruption constitue un point positif.

15. **La société civile et le secteur privé.** L'existence de structures locales solides compense en partie la faiblesse du cadre institutionnel. Les communautés rurales disposent de capacités considérables lorsqu'il s'agit de définir et de réaliser des travaux d'intérêt public ayant pour objet par exemple la conservation des sols et de l'eau. S'occuper des pauvres fait également partie intégrante de la vie locale. Les responsables locaux sont en mesure de recenser les familles pauvres et notamment les personnes âgées et handicapées dont la survie dépend de la collectivité. L'assistance, qui s'inscrit dans le cadre d'une action collective, peut consister à prêter des animaux en lactation aux ménages pauvres ayant à leur tête une femme, à fournir des céréales aux anciens et à contribuer aux funérailles et aux cérémonies de mariage. Partout, les pauvres ont constitué des groupes informels d'assistance mutuelle.

16. L'Érythrée compte un nombre important d'ONG qui participent surtout à des opérations de secours et de reconstruction, mais qui mènent également des activités de développement. De nombreux programmes bilatéraux sont exécutés par leur intermédiaire. La récente proclamation relative aux ONG dispose que: a) toutes les activités entreprises par les ONG doivent être approuvées et coordonnées par le gouvernement; b) les ONG doivent s'inscrire chaque année, présenter des états financiers vérifiés et maintenir leur ressources financières à un niveau suffisant; c) sauf accord du ministère compétent, les ONG doivent limiter leurs activités aux opérations de secours et de relèvement; et d) leurs frais généraux ne doivent pas dépasser 10% du budget des projets. En fait, la

proclamation exclut la participation des ONG à des activités considérées comme relevant des fonctions essentielles de l'État. Cependant, la plupart des ONG qui étaient présentes avant la proclamation ont poursuivi leurs opérations dans le pays.

17. Le secteur privé est très peu développé dans les zones rurales et est constitué pour l'essentiel de petits négociants et de petits commerçants. Les intrants agricoles, si tant est qu'ils soient utilisés, sont fournis principalement par des organismes publics. Des projets de construction à petite et moyenne échelle peuvent être réalisés par des entrepreneurs privés, mais tout chantier nécessitant du matériel lourd (par exemple des engins de terrassement pour des projets d'irrigation) doit en principe être réalisé par des entreprises de construction semi-publiques.

18. **Obstacles au développement agricole.** Le fait que les ressources en eau et en terres sont limitées et dégradées constitue, et de loin, le principal obstacle. Ceci est aggravé par: a) le surpâturage, qui est à la fois intense et généralisé; b) les sécheresses fréquentes, dont les ménages ruraux sont presque continuellement en train de se remettre, si bien qu'ils ne disposent guère de ressources pour investir dans de meilleures techniques agricoles; et c) le recours à des techniques à faible rendement exigeant peu d'intrants et comportant peu de risques parce que les agriculteurs n'ont pas les compétences ni les ressources nécessaires pour faire autrement. On considère que l'irrigation est essentielle pour accroître la production alimentaire, mais le manque de capitaux limite le rythme auquel de nouveaux projets peuvent être lancés. La production animale est également limitée par les conditions naturelles défavorables, qui se traduisent principalement par une pénurie aiguë de fourrage pendant la saison sèche. Tous les systèmes de culture et d'élevage se heurtent à de nombreux obstacles liés au contexte et notamment aux capacités institutionnelles, aux services financiers, à l'infrastructure, à l'information concernant les marchés, aux niveaux d'alphabétisation et à la pénurie de main-d'œuvre.

19. **Possibilités de développement agricole.** Bien que les ressources naturelles soient limitées, les possibilités de développement sont importantes: Celles-ci se répartissent en cinq grandes catégories: a) renforcement des capacités, en particulier dans le domaine de la vulgarisation agricole, de la recherche et des services financiers ruraux; b) gestion des ressources naturelles dans une optique à plus long terme en faisant appel à des techniques de conservation de l'eau et des sols éprouvées et abordables; c) mise en valeur plus poussée du capital humain en mettant à profit l'abondance de ressources humaines et la cohésion sociale; d) existence de marchés locaux ou régionaux pour la quasi-totalité des produits agricoles; et e) nombreuses possibilités techniques de moderniser les méthodes traditionnelles de culture et d'élevage en liaison avec une amélioration de la recherche et des services de vulgarisation.

### C. Pauvreté rurale

20. Il est indiqué dans le document intérimaire de stratégie pour la réduction de la pauvreté que 65% de la population rurale est pauvre et que 37% vit dans des conditions de pauvreté extrême (en dessous du seuil de pauvreté alimentaire). L'espérance de vie à la naissance dépasse à peine 50 ans. Le taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans est de 9%, et 40% des enfants de cette classe d'âge souffrent de malnutrition. Seulement 42% des ménages ruraux ont accès à l'eau potable et 51% des enfants ruraux sont scolarisés dans l'enseignement primaire. Les taux d'autosuffisance alimentaire peuvent descendre jusqu'à 10% et ne dépassent jamais 60%, même les bonnes années. La pauvreté est concentrée dans les zones rurales et elle est particulièrement forte dans les zones arides. Cependant, c'est dans les hautes terres densément peuplées que les pauvres sont les plus nombreux. Il existe une corrélation étroite entre la pauvreté d'une part et la non satisfaction des besoins fondamentaux en matière d'éducation (en particulier le niveau d'alphabétisation du chef de famille) et de santé et l'absence d'accès aux terres cultivables d'autre part. La prévalence du VIH/sida a diminué (de 2,8% en 2001 à 2,4% en 2003), mais est plus élevée parmi les groupes vulnérables.

21. **Incidences de la guerre et des sécheresses.** Les pauvres ont été encore plus touchés que les autres par la guerre et les sécheresses des dernières années. Un grand nombre d'entre eux ont été déplacés et ont perdu leurs maigres biens, en particulier leur bétail, et s'efforcent actuellement de retrouver un mode de subsistance indépendant qui leur garantisse la sécurité alimentaire. Plus de 60 000 personnes déplacées vivent encore dans des camps temporaires, et de vastes étendues de pâturages et de terres fertiles restent inaccessibles du fait de la présence de mines. Au total, le conflit a entraîné le déplacement de près d'un million d'Érythréens. La sécheresse de 2002, qui a été la pire depuis de nombreuses années, a menacé la survie de plus du tiers de la population. La production agricole est tombée à environ un quart du niveau moyen des 10 années précédentes. Un grand nombre d'animaux ont péri ou ont été vendus pour financer l'achat de nourriture. En 2003, la reprise de la production a été entravée par le fait que les semences étaient disponibles en moindres quantités, et une aide alimentaire importante a encore été nécessaire. Une évaluation de la sécurité des modes de subsistance ruraux qui a été réalisée à ce moment-là a permis de constater que:

- Dans les zones à forte pluviométrie, les ménages tributaires de l'agriculture souffrent d'une plus grande insécurité alimentaire et ont un patrimoine plus restreint que leurs homologues des zones à pluviométrie plus faible qui dépendent principalement de l'élevage.
- Dans les zones à forte pluviométrie, les ménages les plus pauvres ont recours à des stratégies de survie qui accroissent leur vulnérabilité à long terme (consommation des semences ou vente des outils agricoles, par exemple).
- Les ménages vivant dans les zones où la pluviométrie est plus faible assurent leur subsistance grâce à un éventail plus large d'activités, ce qui leur permet de mieux répartir les risques.
- Les ventes de bétail ont été essentielles pour faire face aux crises, et les ménages ayant réalisé les meilleures ventes ont maintenu leur consommation alimentaire à un niveau plus élevé.
- Quelque 80% de la nourriture consommée est achetée. Cela signifie que la sécurité alimentaire est sensible aux termes de l'échange (essentiellement le rapport entre le prix du bétail et le cours des céréales), qui généralement s'orientent dans la mauvaise direction en cas de crise.
- Plus de 80% des ménages reçoivent une aide alimentaire sous une forme ou une autre. Toutefois, les ménages dont la consommation alimentaire a été la plus élevée, qui ont vendu le plus de bétail et qui ont emprunté le plus d'argent sont aussi ceux qui ont le plus bénéficié de cette aide.
- Près d'un tiers des ménages ont emprunté de la nourriture ou de l'argent pour survivre à la sécheresse de 2002, principalement auprès de parents et d'amis, et sont devenus de ce fait encore plus vulnérables à de nouveaux chocs.
- Les ménages les moins éduqués sont ceux qui ont les niveaux de consommation les plus faibles.

22. Ces constatations montrent la très forte incidence de la pauvreté rurale extrême et de l'insécurité des modes de subsistance, qui a été aggravée par la guerre et les sécheresses. Les mécanismes de survie traditionnels ne sont plus suffisants pour permettre à de nombreux ménages de se tirer d'affaire et il est absolument nécessaire que le FIDA et d'autres partenaires de développement soutiennent le gouvernement dans ses efforts de reconstruction et de développement post-conflit.

23. **Aspect égalité entre les sexes.** Les femmes constituent une force considérable dans les sociétés rurales et ont joué un rôle vital en veillant sur leurs familles et en assurant la pérennité des activités agricoles pendant les années de guerre et de sécheresse. Environ 30% des ménages sont dirigés par des femmes, dont 18% sont veuves. Ces femmes assument une double responsabilité: produire la



nourriture et prendre soin de leur famille. Les ménages dirigés par des femmes cultivent moins de parcelles et possèdent moins de biens et en particulier de bétail que ceux dirigés par des hommes. Les femmes rurales sont moins susceptibles de savoir lire et compter que les hommes et environ 40% des filles quittent précocement l'école pour se marier. Les femmes ayant un emploi rémunéré gagnent moins de la moitié de ce que gagnent les hommes et la majorité des femmes rurales pauvres effectuent des travaux manuels mal payés. Les difficultés d'accès à l'eau pendant les sécheresses font également perdre du temps aux femmes.

#### D. Réduction de la pauvreté rurale – obstacles et possibilités

24. **Obstacles.** Les principaux obstacles à la réduction de la pauvreté rurale peuvent être classés en trois grandes catégories:

- La **vulnérabilité aux crises** et notamment: a) la menace de reprise du conflit; b) l'épuisement des ressources financières des ménages en raison de la guerre et des sécheresses; et c) la faiblesse des niveaux d'éducation et de l'économie, qui limite considérablement les perspectives de reprise induite par l'emploi non agricole ou des activités génératrices de revenus;
- La **base de ressources naturelles** et en particulier: a) l'érosion des sols, la disparition presque complète du couvert forestier, les forts taux de ruissellement et l'envasement rapide des ouvrages de rétention de l'eau; b) la faiblesse et le caractère aléatoire des précipitations; et c) la pénurie aiguë de fourrage et les très faibles niveaux de la productivité animale;
- La faible **capacité institutionnelle** et en particulier: a) les problèmes liés à la délégation de responsabilités administratives au niveau des provinces étant donné que même les ministères se heurtent à de graves pénuries de personnel et de ressources financières; b) le manque de transparence des processus décisionnels; c) le fait que le Gouvernement hésite à recourir à l'assistance technique étrangère et a interdit que les fonctionnaires reçoivent une formation de l'étranger, ce qui limite les capacités d'exécuter des programmes financés par des sources extérieures; et d) le fait que l'appui à la recherche et aux activités de vulgarisation agricoles est bien en deçà des besoins et que l'on manque d'intrants agricoles essentiels, en particulier de semences.

25. **Possibilités.** Les Érythréens constituent le principal atout du pays en raison de leur grande capacité à se mobiliser et à travailler de concert et de leur fort sentiment national, qui leur ont permis de surmonter d'immenses épreuves et les aideront à tirer le meilleur parti des possibilités futures et notamment de celles évoquées ci-après.

- Le cadre de politique général actuel accorde un haut degré de priorité aux ruraux pauvres. Le gouvernement a formulé un certain nombre de déclarations politiques majeures concernant la réduction de la pauvreté et le développement agricole.
- Un règlement permanent de la question des frontières contribuerait beaucoup au rétablissement de la croissance économique.
- L'énorme déficit vivrier de l'Érythrée a pour conséquence que pratiquement tous les produits agricoles sont consommés directement ou écoulés sur des marchés proches, et les prix au départ de la ferme des céréales alimentaires destinées à remplacer les importations sont élevés. La demande de lait et d'autres produits animaux est également forte dans la capitale Asmara et dans les principales villes de province, mais les installations de collecte et de stockage ont besoin d'être améliorées et les informations concernant les marchés ne sont pas communiquées de façon systématique. L'Érythrée est aussi bien placée par rapport

à des marchés régionaux très rémunérateurs qui sont demandeurs de produits frais et de bétail.

- Faute d'utiliser des variétés et des techniques agronomiques modernes, les rendements agricoles sont bien inférieurs à ceux que l'on pourrait obtenir. En raison de la médiocre qualité des semences, il est pratiquement impossible d'obtenir de bonnes récoltes. Il existe un certain nombre de mécanismes permettant de distribuer des semences en cas d'urgence, mais on ne dispose toujours pas des ressources voulues pour un programme national permanent de production et de distribution de semences.
- L'élevage pourrait être développé. Pour améliorer la productivité, il est essentiel d'accroître la production de fourrage à partir des résidus de récoltes ou de développer les pâturages et les cultures fourragères.
- Les possibilités d'améliorer l'utilisation des ressources en eau de l'Érythrée sont nombreuses. Seulement une petite fraction des eaux de ruissellement est utilisée pour l'irrigation. Il est possible de réduire le ruissellement dans les hautes terres grâce à des mesures de conservation des sols et de l'eau et de mieux exploiter les cours d'eau et les aquifères dans les basses terres. On pourrait améliorer les dispositifs traditionnels d'irrigation par inondation et en construire de nouveaux.
- Il est possible de réduire le temps de travail consacré à la collecte de bois de chauffe et de protéger les terres en pente de l'érosion en développant la sylviculture et l'agrosylviculture communautaires.

### E. Stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale

26. **Cadre de politique générale.** Le gouvernement a élaboré trois grands documents de politique générale qui restent au stade de projet en attendant le règlement du conflit: a) la SRP intérimaire de 2004; b) la stratégie de sécurité alimentaire de 2004 et c) le rapport de 2005 sur les Objectifs du Millénaire pour le développement. Ces trois documents définissent un cadre de politique générale pour la réduction de la pauvreté rurale qui est conforme à la mission du FIDA consistant à donner aux ruraux pauvres les moyens de sortir de la pauvreté. La stratégie du gouvernement présente également un haut degré de convergence avec le cadre stratégique du FIDA, lequel encourage les partenariats entre gouvernements, institutions de développement et ONG afin de promouvoir l'instauration de conditions qui permettent aux pauvres de s'affranchir de la pauvreté.

27. La **SRP intérimaire** (qui englobe également la stratégie de sécurité alimentaire) constitue la réponse du Gouvernement au besoin urgent de réduire l'incidence de la pauvreté. Elle repose sur les quatre piliers suivants: a) la relance de la croissance économique dont l'objet est la reconstruction et le relèvement post-crise; b) la création de possibilités de revenu pour les pauvres dont l'objectif principal sera d'améliorer la production agricole et la productivité et la rentabilité de l'agriculture; c) l'amélioration de la mise en valeur des ressources humaines qui vise notamment à accroître les compétences techniques des groupes vulnérables et à offrir des incitations pour réduire la dégradation de l'environnement; enfin, d) l'instauration d'un climat propice et le renforcement des capacités institutionnelles qui consiste à la fois à créer des institutions et à autonomiser les groupes locaux.

28. La SRP intérimaire fixe également des priorités détaillées en matière de développement agricole et rural et propose de concentrer les efforts sur l'extension de la surface mise en culture dans les basses terres et l'amélioration de la productivité grâce à la récupération de l'eau, la gestion des bassins versants, la remise en état des retenues et la conservation des sols. Pour soutenir la production agricole à petite échelle, il est prévu en particulier de promouvoir: a) la recherche et les services de vulgarisation; b) les services financiers ruraux; c) la conservation des sols et de l'eau; et d) l'irrigation

à petite échelle. Les mesures complémentaires ci-après sont également envisagées: a) améliorer l'infrastructure rurale; b) améliorer les écoles et les équipements de santé; c) remettre en état les installations d'approvisionnement en eau communautaires; et d) maintenir des réserves de produits alimentaires. La gestion de l'eau est considérée comme essentielle. On pratiquera la gestion des retenues, la récupération des eaux de pluie, l'extraction des eaux souterraines et l'irrigation de surface et on adoptera des méthodes d'irrigation économes en eau. Le gouvernement accorde également un haut degré de priorité à la mise en place d'un cadre politique et juridique amélioré pour la gestion des forêts et d'un programme accéléré de reboisement.

### III. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE ACQUISE PAR LE FIDA DANS LE PAYS

29. L'expérience acquise par le FIDA en Érythrée montre qu'il est difficile de travailler dans un pays en crise extrêmement pauvre qui manque cruellement de ressources institutionnelles et humaines. Le Fonds, qui a ouvert des crédits d'un montant total de près de 18 millions de USD en faveur de l'Érythrée, concentre ses interventions dans les secteurs où les perspectives d'accroître la production agricole à petite échelle sont les meilleures et où la pauvreté est la plus grande. Deux projets sont en cours et un troisième est en préparation. Le projet d'aménagement des oueds des basses terres de l'Est (ELWDP) doit être clôturé en septembre 2006 et on prévoit que le budget sera entièrement décaissé. La mission de supervision finale effectuée en février 2006 a constaté que bien que le projet ait été prolongé à deux reprises et qu'il ait fallu 11 ans pour le mener à bien, il avait atteint ou dépassé la plupart de ses objectifs et que, selon toute vraisemblance, la plupart de ses réalisations seront durables. L'institution coopérante (la Banque mondiale) envisage maintenant de soutenir une deuxième phase du projet ELWDP, ce qui atteste la réussite de celui-ci malgré des conditions extrêmement difficiles. Le projet de développement de l'agriculture et de l'élevage dans la région de Gash Barka (GBLADP) a commencé en 2003 et devrait être achevé en avril 2009. En raison de la situation post-crise très difficile dans la province de Gash Barka, le projet a démarré lentement (19% du budget avait été décaissé en décembre 2005), et le gouvernement a demandé que l'examen à moyen terme soit effectué en novembre 2005, avant la date prévue, afin d'envisager des moyens d'accélérer la mise en œuvre. Le taux de décaissement a ensuite augmenté, et il s'établissait à 32% en juin 2006.

30. Un grand nombre d'enseignements précieux ont été tirés de ces activités en Érythrée. Même dans les conditions les plus défavorables, les projets peuvent réussir, à condition de prévoir suffisamment de temps. La lenteur d'exécution, qui est imputable au manque de capacités au niveau des provinces et du gouvernement central, doit être prise en compte au stade de la conception des projets et des programmes. En particulier: a) la conception des projets doit être le plus simple possible et ne prévoir qu'un petit nombre de composants et d'organismes d'exécution; b) les projets doivent se voir affecter des ressources humaines qui soient en adéquation avec les ressources financières; et c) les prévisions concernant les activités et les décaissements établies aux stades de la conception des projets et de l'élaboration des plans de travail doivent être volontairement prudentes. Un règlement du litige frontalier accompagné d'une reprise économique permettrait de remédier à ce manque de capacités, mais pour l'instant, il est préférable de pécher par excès de prudence lorsque l'on fixe les buts et objectifs à atteindre.

31. Ces deux projets du FIDA ont montré que le développement de l'irrigation par inondation est un moyen apprécié, potentiellement durable et économiquement rationnel d'accroître la sécurité alimentaire, de réduire la pauvreté et d'aider les groupes vulnérables. Des projets d'irrigation par inondation bien conçus et bien entretenus constituent peut-être la meilleure solution pour réduire l'énorme déficit vivrier du pays. La clef du succès consiste à impliquer d'emblée les bénéficiaires afin: a) qu'ils participent à la conception des projets en mettant à profit leur connaissance de cette pratique traditionnelle; b) que les terres soient allouées de façon équitable, en prenant dûment en considération les personnes déplacées et les ménages dirigés par des femmes; et c) qu'ils s'engagent à assurer la continuité du fonctionnement et de l'entretien dans le cadre de groupes d'utilisateurs d'eau.

32. Les résultats des deux projets n'ont pas été à la hauteur des attentes en ce qui concerne le suivi et l'évaluation, les achats, le recrutement et l'utilisation effective de l'assistance technique. Cela traduit la pénurie générale de capacités dans les secteurs public et privé, la médiocrité des communications et de l'infrastructure et le manque d'expérience en matière d'exécution de projets. L'appui à la recherche agricole est particulièrement faible, et il est impossible d'y remédier à court terme. Toutefois, on a pu compenser en partie le fait que l'on manquait de ressources pour les services de vulgarisation en faisant appel à des agriculteurs vulgarisateurs et à des agents de santé animale villageois.

33. Les données d'expérience et les enseignements obtenus par les autres donateurs concordent dans une large mesure avec ceux recueillis par le FIDA et mettent en lumière: a) la nécessité d'accroître les connaissances et de remédier au manque de capacités des structures institutionnelles existantes afin de faire en sorte qu'elles fonctionnent de façon efficace avec la participation de tous sans discrimination; b) l'importance des initiatives locales pour décentraliser la fourniture des biens et services publics; c) la nécessité de veiller à ce que des intrants complémentaires soient disponibles; et d) la nécessité de réagir rapidement aux changements de situation susceptibles de réduire l'efficacité. L'aspect «durabilité» est également souvent mentionné et on insiste en particulier sur le fait que les programmes doivent pouvoir résister aux contraintes et aux chocs externes, être peu tributaires d'un appui extérieur, maintenir la productivité des ressources naturelles, et tenir compte de tous les aspects de la durabilité et notamment de ses aspects environnementaux, économiques, sociaux et institutionnels.

34. L'expérience récente prouve que des progrès peuvent être réalisés, même pendant des crises graves, en se conformant à la politique du FIDA en matière de prévention des crises et de relèvement. De nouveaux événements déstabilisateurs étant possibles à l'avenir, le COSOP doit être suffisamment simple, ciblé et souple pour pouvoir s'adapter aux changements de situation propres à un contexte intrinsèquement instable. À tout moment, il peut être nécessaire de prendre dans certaines parties du pays différentes mesures relevant des trois catégories suivantes: a) assistance d'urgence; b) reconstruction et relèvement; et c) activités de développement classiques. On espère pouvoir progressivement réduire l'importance accordée à la première catégorie au profit de la deuxième puis de la troisième, mais en raison de la vulnérabilité aux sécheresses et aux catastrophes naturelles, il est probable qu'une assistance d'urgence et une aide à la reconstruction et au relèvement seront nécessaires pendant la période couverte par le COSOP. Cependant, les principes régissant l'intervention du FIDA pendant et après les crises excluent sa participation à des opérations de maintien de la paix et d'assistance humanitaire.

#### IV. CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA

##### A. Créneau stratégique du FIDA et axes d'intervention proposés

35. **L'avantage comparatif du FIDA** en Érythrée tient à son engagement continu depuis 12 ans dans ce pays en crise alors que la plupart des autres donateurs s'en étaient retirés et n'y sont toujours pas revenus. En particulier, le FIDA possède une expérience précieuse lorsqu'il s'agit d'intégrer l'assistance nécessaire pour assurer le développement humain, social, institutionnel et économique d'ensemble des personnes vulnérables et l'aide complémentaire dont celles-ci ont besoin pour survivre dans l'immédiat. Cela a accru sa visibilité en tant que partenaire incontournable en matière de développement agricole et rural axé sur la réduction de la pauvreté et lui a ouvert les portes pour participer davantage à la concertation sur l'action à mener, ce que d'autres partenaires de développement ne sont pas parvenus à faire. Le processus d'élaboration du COSOP (qui a été mené parallèlement à l'examen à mi-parcours du projet GBLADP et à l'élaboration du Programme post-crise de redressement et de développement de l'élevage) a permis au FIDA d'établir des contacts plus étroits avec les décideurs et d'accroître les possibilités de concertation et d'innovation en apportant un soutien continu dans le cadre d'activités de développement financées par des prêts et des

dons. Le FIDA a également montré qu'il était capable d'obtenir des cofinancements importants (par exemple auprès du Fonds belge de survie pour le Tiers Monde, du Fonds pour l'environnement mondial [FEM] et du Fonds pour le développement international de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole) et contribué à ouvrir le secteur rural à la Banque mondiale. Le montant alloué à l'Érythrée au titre du SAFP étant relativement faible (voir Section IV, G), l'aptitude du FIDA à lever d'autres ressources et à promouvoir la concertation sur l'action à mener constitue un aspect essentiel de cet avantage comparatif.

36. L'**objectif stratégique** du FIDA en Érythrée est de **contribuer à la réalisation de l'un des Objectifs du Millénaire pour le développement, à savoir éradiquer la pauvreté et la faim dans les zones rurales, où 65% des ménages ne parviennent pas à satisfaire leurs besoins fondamentaux**. Cet objectif global recouvre quatre **objectifs stratégiques** dont chacun correspond à l'un des quatre piliers de la stratégie intérimaire de réduction de la pauvreté du gouvernement:

<b>Pilier de la stratégie provisoire de réduction de la pauvreté</b>	<b>Objectifs stratégiques</b>
Relancer la croissance économique	<b>Appui post-crise:</b> rétablir les modes de subsistance indépendants des ménages ruraux touchés par les crises
Offrir aux pauvres des possibilités de revenu	<b>Amélioration de la productivité:</b> augmenter durablement la productivité et la rentabilité de l'agriculture et de l'élevage
Assurer une meilleure mise en valeur des ressources humaines	<b>Formation technique:</b> augmenter les revenus des ruraux et réduire la dégradation de l'environnement grâce à la formation et aux activités de vulgarisation
Instauration d'un climat propice et renforcement des capacités institutionnelles	<b>Renforcement des capacités:</b> mettre en place des capacités institutionnelles et appuyer les efforts de développement dus à l'initiative locale

37. Ces objectifs stratégiques et leurs indicateurs de résultats et d'étapes sont exposés en détail dans la matrice de résultats figurant à l'appendice II. Ils définissent la nature et l'orientation du partenariat du FIDA, mais ne donnent aucune indication sur l'ampleur de son appui, qui dépendra en définitive des accords de cofinancement. La politique du FIDA en matière de prévention des crises et de redressement suppose que l'on mette initialement l'accent sur le premier objectif puis que l'on passe à une aide au développement classique au titre des trois autres objectifs à mesure que les effets des conflits et des sécheresses s'estomperont. La matrice de résultats montre également leurs liens en amont avec la SRP intérimaire et en aval avec d'éventuelles interventions politiques et institutionnelles. On n'a pas l'intention d'intervenir dans le cadre de projets distincts pour appuyer les sous-programmes et les activités à exécuter au titre de chaque objectif stratégique. De fait, deux sous-programmes ou plus pourront être appuyés par un seul projet. Inversement, plusieurs projets pourront appuyer le même sous-programme.

38. **Groupes cibles et méthode de ciblage.** Les quatre objectifs stratégiques répondront aux besoins de différents groupes grâce à un portefeuille d'activités qui seront choisies en fonction des priorités des parties prenantes et qui auront pour cibles les personnes les plus vulnérables. Les activités post-crise seront axées sur: a) les réfugiés internes, les rapatriés et les militaires démobilisés; b) les autres ménages ruraux dans les zones touchées par la guerre et la sécheresse; et c) les ménages ayant à leur tête une femme<sup>4</sup> et ceux comptant des personnes handicapées. Les activités visant à accroître la productivité agricole auront pour cibles: a) les personnes pauvres et très pauvres dans les zones d'agriculture pluviale densément peuplées des hautes terres qui comptent le plus grand nombre de pauvres; b) les communautés pastorales et agropastorales dans les basses terres, où l'incidence de la pauvreté et de l'extrême pauvreté est la plus forte; et c) les ménages qui ont été gravement touchés

<sup>4</sup> Y compris les ménages où le mari est absent pour cause de service militaire.

par les récentes sécheresses dans toutes les régions agroécologiques. Les activités de mise en valeur des ressources humaines, de renforcement des capacités et de protection de l'environnement auront pour cibles toutes les communautés rurales où les conditions ne sont pas propices à la réduction de la pauvreté et à l'intégration commerciale des entreprises rurales.

39. Les stratégies visant à assurer l'inclusion dans les groupes cibles des ménages pauvres et vulnérables et en particulier de ceux ayant à leur tête une femme ne priveront pas ceux qui sont mieux lotis de la possibilité d'améliorer leurs moyens de subsistance. Cet objectif sera atteint en: a) choisissant des zones où les pauvres et les ménages dirigés par des femmes sont nombreux; b) donnant la priorité aux zones gravement touchées par le conflit et la sécheresse (lorsque la sécurité le permet); c) appliquant des mesures spécifiques pour aider les ménages monoparentaux et les handicapés; d) ayant recours à des mécanismes de ciblage automatique, tels que des lots de volailles, qui sont susceptibles de plus intéresser les femmes pauvres que les personnes plus aisées.

40. **Approche programmatique:** L'adoption d'une stratégie de sortie de crise visant à assurer la transition entre la reconstruction et le relèvement et l'aide au développement est conforme à l'approche programmatique consacrée par le nouveau modèle opérationnel évolutif du FIDA. Cette stratégie permet au Fonds de ne pas concentrer son attention uniquement sur l'approbation des budgets annuels et la gestion des projets et des portefeuilles et insiste sur la nécessité de gérer des processus complexes pour atteindre des résultats multiples. Dans le cadre du nouveau modèle, le programme de pays vise à établir un lien entre toutes les activités que le FIDA soutient en Érythrée et à accroître l'effet de ce programme en créant des synergies induites par une complémentarité planifiée et en contribuant à la mise en œuvre de la SRP intérimaire. Cela nécessitera une gestion dynamique dans le pays et au sein du FIDA. Au niveau national, on créera une équipe de gestion du programme du FIDA constituée de membres du personnel affectés aux projets, de fonctionnaires gouvernementaux, de bénéficiaires des dons, de prestataires de services, de représentants des petits agriculteurs et d'autres parties prenantes et partenaires, qui se réunira régulièrement pour examiner les progrès accomplis et les résultats obtenus et décider des étapes suivantes. L'équipe assurera le respect des priorités du COSOP au niveau national en œuvrant pour promouvoir l'efficacité du programme du FIDA, la gestion des connaissances, la concertation, l'innovation et les partenariats avec l'aide de l'administrateur et de l'équipe du FIDA chargés du programme de pays.

41. L'Érythrée se trouvant dans une situation de sortie de crise qui évolue, le programme du FIDA mettra en œuvre plusieurs instruments pour répondre aux besoins à court terme tout en préparant le développement à plus long terme et en renforçant le portefeuille actuel. Premièrement, le projet ELWDP, qui a été achevé avec succès, et le projet GBLADP, dont on a accéléré la mise en œuvre conformément aux recommandations de l'examen à mi-parcours, revêtent une importance centrale pour le programme en cours, étant donné que ces deux projets restent particulièrement d'actualité et que la réalisation de leurs objectifs a été contrariée par la situation en matière de sécurité. Deuxièmement, le lancement d'un nouveau programme, actuellement en cours d'élaboration, qui aura recours de façon stratégique à des dons, garantira une intervention rapide dans les zones qui en ont particulièrement besoin tout en permettant au FIDA et au gouvernement de mieux appréhender les grandes questions traitées par le COSOP. Troisièmement, le FIDA renforcera les rapports déjà très étroits qu'il a avec le gouvernement afin de se concerter avec lui au sujet de l'action à mener sur des points précis concernant la réduction de la pauvreté rurale et la gestion des ressources naturelles.

42. L'approche programmatique tient aussi compte du fait que, même si les moyens envisageables pour réduire la pauvreté rurale sont nombreux, il est essentiel d'opter pour des instruments qui répondent aux besoins des parties prenantes. Ces besoins et les mesures à prendre pour y répondre seront très différents selon l'endroit du pays et le moment, et exigent donc une approche qui permette de faire appel à différents instruments en fonction des circonstances. En particulier, le programme en faveur des hautes terres ne devrait pas être le même que ceux menés dans les zones de moyenne altitude et les basses terres, afin de tenir compte des différences en ce qui concerne les causes et les caractéristiques de la pauvreté rurale, l'infrastructure et les services disponibles et les possibilités de

développement. Il est également tenu compte du fait que la stratégie sera mise en œuvre pendant une période où les conditions de sécurité et la situation financière seront encore incertaines et qu'un programme excessivement prescriptif risquerait de devenir rapidement obsolète.

43. **Axes d'intervention proposés.** Les priorités à court terme seront axées sur l'assistance post-crise aux groupes les plus gravement touchés. Les axes d'intervention proposés sont les suivants: a) reconstruction post-crise et développement des communautés rurales, y compris la fourniture d'une assistance spéciale aux ménages touchés par la crise pour les aider à recouvrer des moyens de subsistance indépendants et la sécurité alimentaire, et remise en état de l'infrastructure et des services ruraux dans les zones touchées par le conflit; b) interventions destinées à remédier à l'insécurité alimentaire et à l'extrême pauvreté dans toutes les zones agroécologiques; et c) efforts visant à réduire la dégradation de l'environnement dans les zones où l'érosion des sols est forte et où les maigres ressources en eau disponibles sont utilisées de façon inefficace.

### **B. Principales possibilités d'innovation et d'intervention dans le cadre des projets**

44. L'enjeu du présent COSOP est d'orchestrer une transition structurée et sans à-coups entre les activités de reconstruction entreprises immédiatement après la crise au titre du premier objectif stratégique et les interventions de développement classiques menées au titre des trois autres objectifs tout en conservant suffisamment de souplesse pour revenir à un appui de crise au cas où on s'acheminerait à nouveau vers un conflit ou une catastrophe naturelle. Le caractère aléatoire de la situation nécessite une stratégie qui permette de changer de mode d'assistance (crise, post-crise et développement) tout en accordant l'attention voulue au principe énoncé dans la politique de prévention des crises et de redressement selon lequel les stratégies de survie à court terme ne doivent pas compromettre la réalisation des objectifs de développement à plus long terme.

45. Il est possible de répondre de façon novatrice aux **besoins de reconstruction post-crise** grâce à des initiatives visant à faire en sorte que l'assistance arrive en temps utile, soit accessible et fasse appel à la participation des bénéficiaires. Il peut s'agir d'initiatives ayant pour objet d'assurer que les ménages touchés par la crise et les ménages vulnérables puissent avoir accès à l'assistance à la reconstruction et au développement, et notamment que: a) des terres soient allouées aux ménages touchés par la crise qui ont été déplacés et aux militaires démobilisés; b) du bétail et des intrants agricoles soient distribués aux ménages ciblés pour les aider à retrouver durablement des modes de subsistance indépendants; et c) l'infrastructure et les services ruraux essentiels soient rétablis. Cet appui donnera des moyens concrets de traduire dans la pratique la stratégie du gouvernement visant à instaurer un processus de développement décentralisé et participatif dû à l'initiative locale qui permette de réduire la pauvreté, d'accroître la sécurité alimentaire et de mieux protéger l'environnement.

46. Dans le cadre de l'action visant à faire face à **l'insécurité alimentaire** généralisée et aux **problèmes environnementaux** au titre des objectifs stratégiques **d'amélioration de la productivité, de formation technique et de renforcement des capacités**, les principales possibilités d'innovation résideront dans l'adaptation de techniques simples et abordables qui ont fait leurs preuves ailleurs dans des situations comparables et qui peuvent être appliquées en Érythrée après des essais de courte durée effectués avec la participation des agriculteurs. Trois grandes possibilités ont été définies:

- a) La gestion durable des ressources naturelles permettrait de limiter voire d'inverser la dégradation des sols, grâce à des interventions telles que: i) la gestion des bassins versants dans les hautes terres pour réduire le ruissellement, récupérer l'eau pour l'irrigation à petite échelle et l'approvisionnement en eau des foyers et réduire l'érosion des sols; ii) le développement de l'irrigation, notamment grâce à des barrages de petite et moyenne taille dans les hautes terres et à des projets d'irrigation par inondation dans les basses terres; et iii) le développement de la sylviculture et de l'agrosylviculture sur

les terres non arables afin de fournir du bois de chauffe, des fourrages et du bois d'œuvre et de réduire l'érosion des sols.

- b) On peut contribuer à accroître le rendement des cultures pluviales et la sécurité alimentaire en mettant en place un réseau national chargé de fournir des semences de haute qualité pour les principales cultures vivrières.
- c) Le développement de l'élevage et des cultures fourragères permettrait de rendre les moyens d'existence plus sûrs tout en répondant au souci de protéger l'environnement et aux besoins de reconstruction après la crise. Le bétail occupe également une place centrale dans les problèmes de gestion durable des ressources naturelles, mais il est possible d'innover en introduisant et en soumettant à des essais d'adaptation des plantes de culture polyvalentes qui puissent à la fois être utilisées aussi bien pour l'alimentation humaine que pour l'alimentation animale et contribuer à la protection de l'environnement. L'adoption de pratiques d'élevage plus rationnelles permettra d'améliorer la survie du bétail pendant les périodes difficiles et d'en accroître durablement la productivité.

### **C. Portée et possibilités de partenariat avec les ONG et le secteur privé**

47. Le gouvernement a pour politique de dissuader les ONG de participer à des activités considérées comme relevant des fonctions essentielles de l'État (par exemple le développement agricole). Des ONG internationales ont participé aux opérations de secours d'urgence, y compris aux travaux de déminage. Les quelques ONG locales existantes sont des organismes soutenus par l'État (organisations de masse telles que l'Union nationale des femmes érythréennes), des organisations religieuses ou des antennes d'ONG internationales. La récente proclamation relative aux ONG a défini un nouveau cadre pour les activités de ces organisations. Cette proclamation, qui traduit l'inquiétude qu'inspire au gouvernement la prolifération sans coordination des opérations des ONG dans le pays, nécessitera peut-être l'instauration d'un nouveau mode de coopération avec les ONG.

48. La politique du FIDA à l'égard du secteur privé s'organise autour de trois axes d'intervention: a) concertation sur l'action à mener; b) investissements visant à appuyer le développement de ce secteur; et c) partenariats avec celui-ci afin de mobiliser des investissements et des connaissances supplémentaires. Ces principes sont appliqués en tenant compte du fait que le gouvernement doit souvent fournir des services qui, dans la plupart des pays, seraient assurés par le secteur privé. Cela met les capacités d'exécution à rude épreuve et peut avoir pour effet d'écarter les prestataires de services privés. Bien que le gouvernement doive intervenir dans certains cas lorsque le secteur privé n'est pas en mesure de le faire, il devrait se retirer dès que possible afin de permettre à l'esprit d'entreprise de s'épanouir dans les zones rurales.

### **D. Relations éventuelles avec d'autres donateurs et institutions**

49. En dehors des deux projets du FIDA, l'assistance des donateurs au développement agricole et rural s'inscrit principalement dans le cadre d'opérations de secours et de relèvement. L'Agence danoise d'assistance au développement international, qui était auparavant un donateur très important, a cessé ses activités dans ce secteur en 2002; le seul projet exécuté par la Banque africaine de développement dans le secteur agricole vient de s'achever, et l'Agence des États-Unis pour le développement international, qui fournissait essentiellement une aide alimentaire, s'est retirée récemment. La Banque mondiale a retenu le développement rural comme objectif dans sa note de stratégie intérimaire, qui prescrit le maintien de la liaison tripartite entre le gouvernement, le FIDA et la Banque et qui envisage surtout la possibilité que celle-ci appuie une deuxième phase du projet ELWDP. Cette note de stratégie définit un programme biennal mettant l'accent sur: a) la transparence des politiques et des interventions des pouvoirs publics; b) le lancement d'un programme de réformes;



c) l'instauration d'un cadre macroéconomique réaliste; et d) la réduction de la pauvreté et l'arrêt de la dégradation des modes de subsistance ruraux. La note de stratégie expose les raisons qui justifient que la Banque mondiale réduise son appui à la reconstruction post-crise au profit d'actions visant à promouvoir la bonne gouvernance et des conditions propices à la croissance du secteur privé.

50. Le Gouvernement a lancé récemment une nouvelle initiative importante, le Programme de développement rural intégré, et sollicite l'appui de tous les principaux partenaires de développement multilatéraux, dont le FIDA, la Banque mondiale, l'Union européenne et la Banque africaine de développement. Ce programme, qui s'inspire de la SRP intérimaire, prévoit un processus de consultation entre les provinces et les principaux donateurs dans le but de traiter le problème de la sécurité alimentaire au niveau national et des ménages et celui de la pauvreté dans les zones rurales. Ses objectifs sont conformes dans l'ensemble au COSOP, et le gouvernement s'est dit désireux d'obtenir l'appui du FIDA ainsi que celui des autres donateurs principaux. Il est prévu qu'il dure de quatre à cinq ans et qu'il porte notamment sur l'agriculture et l'irrigation, les routes rurales, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, l'électrification et le renforcement des capacités.

51. L'Érythrée est signataire de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Le Mécanisme mondial mis en place par la Convention appuie actuellement la mise en œuvre du plan national d'action de l'Érythrée contre la désertification et pourrait participer à l'avenir en tant que partenaire à des initiatives visant à définir des orientations ainsi qu'à des programmes et des projets, en particulier dans le domaine de la gestion durable des ressources naturelles. Il serait également possible d'établir le même genre de relation avec le FEM. Étant donné qu'il y a un lien de causalité direct entre le bétail et la dégradation de l'environnement, une opération bien conçue de redressement et de développement de l'élevage aurait de fortes chances de bénéficier d'un cofinancement du FEM.

### **E. Concertation sur l'action à mener**

52. La concertation au niveau des projets a récemment cédé le pas à la concertation sur la politique sectorielle avec la finalisation du cadre stratégique du gouvernement pour le secteur agricole, qui a coïncidé avec le processus d'élaboration du COSOP, dont il a tiré profit. Le FIDA pourrait aussi s'impliquer davantage dans les questions de fond qui ont une incidence négative sur le montant des ressources qu'il peut accorder au titre du SAFR, par exemple en ce qui concerne le régime foncier, l'appui institutionnel et le renforcement des capacités au niveau local.

53. Le COSOP fait apparaître (voir la matrice de résultats à l'appendice II) un certain nombre d'ambitions politiques et institutionnelles en rapport avec les quatre objectifs stratégiques. La concertation au sujet de la situation post-crise peut porter sur l'applicabilité à l'Érythrée de la politique du FIDA en matière de prévention des crises et de redressement et en particulier à la gestion du processus de transition entre la reconstruction et le redressement et les activités de développement classiques. On compte que des institutions multilatérales (Banque mondiale, Union européenne et Banque africaine de développement) et les ministères clés du gouvernement ainsi que les administrations des provinces touchées participeront à cette concertation afin d'aider les ménages ruraux vulnérables à retrouver des modes de subsistance indépendants. Le lien entre la pauvreté, la productivité agricole et la dégradation de l'environnement constitue un deuxième sujet de concertation, et l'élaboration du Programme post-crise de redressement et de développement de l'élevage donne lieu actuellement à une telle concertation. Le troisième grand domaine où le FIDA peut apporter une contribution est la mise en place de capacités institutionnelles aux principaux échelons de l'administration et le renforcement des capacités locales à lancer des initiatives de développement.

### F. Domaines d'action pour améliorer la gestion du portefeuille

54. **Appui à la mise en œuvre.** Améliorer la performance du portefeuille du FIDA va dans le sens du nouveau modèle opérationnel, qui met l'accent sur la fourniture de services d'appui à la mise en œuvre grâce à des équipes de programme de pays et à une plus grande présence sur le terrain. À l'occasion de l'examen à mi-parcours, le gouvernement a indiqué un certain nombre d'ajustements qu'il souhaiterait apporter aux modalités d'exécution du projet GBLADP. On compte que la mise en œuvre du programme de pays se traduira par une participation accrue du FIDA à la concertation sur l'action à mener. Le gouvernement a fait le premier pas en créant une équipe spéciale lors du processus d'élaboration du COSOP. Il est également envisagé de créer une unité de facilitation des projets du FIDA au sein du Ministère du développement national afin d'aider à régler certains problèmes de mise en œuvre et d'accélérer le lancement de nouvelles interventions.

### G. Cadre provisoire pour les opérations de prêt et programme de travail à horizon mobile

55. La période couverte par le COSOP est alignée sur la SRP intérimaire du gouvernement. En effet, bien qu'aucun délai n'ait été fixé, on se propose d'actualiser le COSOP une fois que la SRP intérimaire sera devenue définitive. Sur la base du classement SAFP établi en 2005, le montant indicatif de l'allocation du FIDA (hypothèse de base) serait de 4,1 millions de USD sur un cycle SAFP de trois ans. Cependant, il est possible que ce montant augmente ou diminue en fonction de l'évolution de la note SAFP. Les possibilités se situent dans la fourchette suivante:

	Hypothèse basse	Hypothèse de référence	Hypothèse haute
Risque projet (note)	2	3	4
Performance du secteur rural (note)	3,6	3,9	4,2
Évolution de la note SAFP du pays (%)	-17,1%	S.O.	+17,1%

56. La politique du FIDA en matière de prévention des crises et de redressement autorise également à allouer des ressources supplémentaires à des programmes et à des projets visant à faire face à des crises naturelles ou imputables à l'homme, eu égard aux mécanismes de financement de l'Association internationale de développement (Groupe de la Banque mondiale). L'Érythrée est l'un des neuf pays remplissant les conditions requises pour bénéficier des allocations spéciales post-conflit de l'Association internationale de développement.<sup>5</sup>

57. Des ressources provenant de dons peuvent être utilisées pour financer des études stratégiques sur des grandes questions d'orientation, entreprendre des activités pilotes, fournir une assistance technique en ce qui concerne des aspects essentiels de la reconstruction et du développement et renforcer le portefeuille. Indépendamment des activités provisoires financées par des dons et du lancement de nouveaux projets, le gouvernement et le FIDA choisiront, parmi les domaines d'action prioritaires définis par le COSOP, ceux qui seront les prochains à bénéficier de l'appui du FIDA. Ce choix sera dicté dans une large mesure par la forme définitive que revêtira le Programme de développement rural intégré du gouvernement et par les éléments de ce programme qui correspondent le mieux aux quatre objectifs stratégiques du COSOP.

<sup>5</sup> Aux termes de la quatorzième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement, des allocations spéciales post-conflit peuvent être octroyées pour une durée maximale de quatre ans, avec une période de réduction progressive de trois ans jusqu'au retour au niveau normal fondé sur la performance. Est également autorisé l'octroi, au cas par cas et en dehors du SAFP, d'allocations supplémentaires aux pays venant de subir une catastrophe naturelle majeure.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

ERITREA

<b>Land area (km<sup>2</sup> thousand) 2003 1/</b>	101	<b>GNI per capita (USD) 2003 1/</b>	190
<b>Total population (million) 2003 1/</b>	4.39	<b>GDP per capita growth (annual %) 2003 1/</b>	0.8
<b>Population density (people per km<sup>2</sup>) 2003 1/</b>	44	<b>Inflation, consumer prices (annual %) 2003 1/</b>	n/a
<b>Local currency</b>	Nakfa (ERN)	<b>Exchange rate: USD 1 =</b>	15 Nakfa
<b>Social Indicators</b>		<b>Economic Indicators</b>	
Population (average annual population growth rate) 1997-2003 2/	2.5	GDP (USD million) 2003 1/	751
Crude birth rate (per thousand people) 2003 1/	37	Average annual rate of growth of GDP 2/ 1983-1993	n/a
Crude death rate (per thousand people) 2003 1/	13	1993-2003	-2.0
Infant mortality rate (per thousand live births) 2003 1/	45	Sectoral distribution of GDP 2003 1/	
Life expectancy at birth (years) 2003 1/	51	% agriculture	14
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% industry	25
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% manufacturing	11
Total labour force (million) 2003 1/	2.20	% services	61
Female labour force as % of total 2003 1/	47	Consumption 2003 1/	
<b>Education</b>		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	52
School enrolment, primary (% gross) 2003 1/	64 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	111
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2003 1/	n/a	Gross domestic savings (as % of GDP)	-63
<b>Nutrition</b>		<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
Daily calorie supply per capita, 2003 1/	n/a	Merchandise exports 2003 1/	56
Malnutrition prevalence, height-for-age (% of children under 5) 2003 2/	38 a/	Merchandise imports 2003 1/	670
Malnutrition prevalence, weight-for-age (% of children under 5) 2003 2/	40 a/	Balance of merchandise trade	-614
<b>Health</b>		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2003 1/	5 a/	before official transfers 2003 1/	n/a
Physicians (per thousand people) 2003 1/	n/a	after official transfers 2003 1/	-128
Population using improved water sources (%) 2002 2/	57	Foreign direct investment, net 2003 1/	22
Population with access to essential drugs (%) 2/	n/a	<b>Government Finance</b>	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2002 2/	9	Cash surplus/deficit (as % of GDP) 2003 1/	n/a
<b>Agriculture and Food</b>		Total expenditure (% of GDP) 2003 1/	n/a
Food imports (% of merchandise imports) 2003 1/	n/a	Total external debt (USD million) 2003 1/	635
Fertilizer consumption (hundreds of g per ha of arable land) 2000 1/	74 a/	Present value of debt (as % of GNI) 2003 1/	47
Food production index (1999-2001=100) 2003 1/	85	Total debt service (% of exports of goods and services) 2000 1/	14
Cereal yield (kg per ha) 2003 1/	299	Lending interest rate (%) 2003 1/	n/a
<b>Land Use</b>		Deposit interest rate (%) 2003 1/	n/a
Arable land as % of land area 2003 1/	5 a/		
Forest area as % of total land area 2003 1/	16 a/		
Irrigated land as % of cropland 2003 1/	4 a/		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank (2005), *World Development Indicators 2005*, Washington, DC: World Bank, CD ROM.

2/ UNDP (2005), *Human Development Report 2005: International Cooperation at a Crossroads, Aid, Trade and Security in an Unequal World*, New York: United Nations Development Programme.

APPENDIX II

RESULTS MATRIX

Country Strategy Alignment	Key Results Framework for COSOP			Institutional and Policy Objectives
Interim PRS Targets <sup>a/</sup>	Strategic Objectives	Outcome Indicators	Milestone Indicators	Specific Policy and Institutional Ambitions
<p>Pillar I: Reinvigorating Economic Growth</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Increase water availability</li> <li>• Increase farm productivity</li> <li>• Promote high-value crops</li> <li>• Expand the cultivated area</li> <li>• Increase credit to the agricultural sector</li> <li>• Improve infrastructure and marketing</li> <li>• Develop livestock production</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Strategic objective I: Re-establish independent livelihoods for crisis-affected rural households</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agricultural land allocated to conflict-affected and resettled households</li> <li>• Livestock and agricultural inputs distributed to target households to assist in re-establishing independent livelihoods</li> <li>• Rural infrastructure and services rehabilitated</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Number of beneficiary households receiving secure allocation of land</li> <li>• Reduced level of dependency on food aid and other relief packages</li> <li>• Availability of rural infrastructure and services</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Application of IFAD's post-crisis prevention and recovery policy</li> <li>• Facilitate development of land laws and regulations to improve security of tenure</li> <li>• Advocate reduced government involvement and improved private sector capacity to provide agricultural inputs and services</li> </ul>
<p>Pillar II: Creating Income-Generating Opportunities for the Poor</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Improve access to farmlands by the poor</li> <li>• Reorient research and extension to the needs of the poor</li> <li>• Construction of small dams</li> <li>• Rehabilitation of degraded catchments</li> <li>• Integrated agro-livestock-rangeland development</li> <li>• Small-scale irrigation systems</li> <li>• Promote small- and micro-enterprises</li> <li>• Improve access to microcredit</li> <li>• Expand the public works programme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Strategic objective II: Sustainably increase agricultural and livestock productivity and profitability</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Farming systems rehabilitated using affordable and sustainable technologies</li> <li>• Irrigation schemes developed to utilize surface water run-off from high-rainfall areas</li> <li>• Household and national food security levels increased</li> <li>• Incidence of extreme poverty in rural areas reduced</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agricultural production and productivity levels</li> <li>• Area developed for irrigation</li> <li>• Food production and income-generation by rural households</li> <li>• Number of rural households dependent on food aid</li> <li>• Incomes and nutritional status of target households</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Support increased effectiveness of agricultural research and extension</li> <li>• Facilitate policy and strategy to guide the utilization of water resources</li> </ul>
<p>Pillar III: Improving Human Resource Development</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Improve the access to and quality of education</li> <li>• Develop technical skills and technology training</li> <li>• Improve health services, water supply and sanitation</li> <li>• Protect vulnerable groups, especially women, the disabled and children</li> <li>• Provide affordable housing</li> <li>• Enhance the environment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Strategic objective III: Boost rural incomes and reduce environmental degradation through technical training programmes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Poor rural households trained in relevant technical and livelihood skills</li> <li>• Professional and technical skills enhanced</li> <li>• Watershed management schemes established</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Number of households receiving training</li> <li>• Number of professional and technical staff trained</li> <li>• Availability of domestic water</li> <li>• Reduced rate of soil loss in arable farming systems</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Support vocational training initiatives to benefit vulnerable groups</li> <li>• Encourage interaction among environmental, social and economic policy domains</li> </ul>
<p>Pillar IV: The Enabling Environment and Institutional Capacity-Building</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Strengthen fiscal and financial accountability</li> <li>• Strengthen and reform the civil service</li> <li>• Devolve power and enhance participation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Strategic objective IV: Build institutional capacity and support for community-driven development initiatives</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Institutional capacity strengthened</li> <li>• Capacity for project implementation enhanced</li> <li>• Participatory and community-driven development approaches mainstreamed</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Performance of institutions in rural poverty reduction</li> <li>• Pace and quality of project implementation</li> <li>• Participation of rural communities in planning and implementing development programmes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Facilitate the development of a policy for training and capacity-building in relevant institutions at all levels</li> <li>• Consolidate the wider application of community-driven development approaches</li> </ul>

a/ Based on the four pillars of the Interim PRS, which also incorporates the Food Security Strategy. Items in italics are relevant to the COSOP strategic objectives.

### STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS

Results of a participatory SWOT analysis undertaken by the IFAD COSOP team and the Government task force on 7 June 2005

Strengths	Weaknesses	Opportunities	Threats
<b>Human Resources</b>			
<p>High level of cohesion in rural communities and strong commitment to the national development effort.</p> <p>Nine nationalities and two major religions united in their national development efforts.</p> <p>Rural people are hard-working and persistent in their efforts to improve their lives and develop the nation.</p> <p>Resilient rural communities with a wide range of traditional coping mechanisms.</p> <p>Strong tradition of conflict resolution and maintenance of law and order in rural communities.</p> <p>Strong women's participation in the household economy and livelihoods from agriculture and livestock production.</p> <p>Rural women have a strong sense of social and environmental responsibility.</p> <p>Rural women are politically empowered and play a decisive role at all levels from the village to the national government.</p> <p>High level of indigenous knowledge and experience in traditional agricultural, agropastoral and pastoral systems.</p> <p>Low crime and corruption indices.</p>	<p>Very high incidence of poverty, extreme poverty and food insecurity in rural areas and heavy dependence on food aid.</p> <p>High levels of illiteracy and traditional approaches in rural communities limit capacity to adopt new technologies.</p> <p>Around 30% of households are woman-headed and do not have a working-age adult male.</p> <p>Women and woman-headed households are also severely disadvantaged by factors such as lack of education, early marriage, and reproductive and other health issues.</p> <p>Rural labour shortages due to national mobilization efforts and lack of mechanization in traditional farming systems.</p>	<p>Demobilization of military personnel will increase labour availability in rural areas.</p>	<p>Increasing incidence of HIV/AIDS.</p>

### STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS

Results of a participatory SWOT analysis undertaken by the IFAD COSOP team and the Government task force on 7 June 2005

Strengths	Weaknesses	Opportunities	Strengths
<b>Natural Resources</b>			
<p>High level of agroecological and climatic diversity.</p> <p>Indigenous animal and plant genetic resources; species and varieties are well adapted to natural conditions.</p> <p>Adequate water resources given the size of the human population (although not efficiently utilized).</p> <p>Good marine resources (fish, salt, tourism, etc.) are currently underutilized.</p>	<p>Low and erratic rainfall over most of the country due to long-term climate change increasing the frequency and severity of drought.</p> <p>Livestock herds severely depleted due to severe, recurrent drought.</p> <p>Large deficit of livestock feeds and forage in all agricultural, agropastoral and pastoral systems.</p> <p>High degree of deforestation and land degradation resulting from fertility depletion and erosion.</p> <p>Shortage of readily accessible drinking water and fuelwood occupies a large amount of women's time.</p> <p>Inadequate knowledge about national water resources for planning and efficient resource utilization.</p>	<p>Better utilization of surface water resources for irrigation, including dams and ponds in the highlands and spate irrigation in the lowlands.</p> <p>Large amount of unutilized suitable land available in lowland areas for irrigation development.</p> <p>Potential for improved utilization of groundwater for domestic water supplies in rural areas.</p> <p>Potential to select and improve indigenous livestock breeds.</p> <p>Forestry and agroforestry development to improve the availability of fuelwood and protect sloping land from erosion.</p> <p>Potential to develop marine resources for tourism and ecotourism.</p>	<p>Increasing frequency and severity of drought.</p> <p>Environmental degradation erodes food security and deepens poverty.</p>

### STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS

Results of a participatory SWOT analysis undertaken by the IFAD COSOP team and the Government task force on 7 June 2005

Strengths	Weaknesses	Opportunities	Strengths
<b>Institutions and Policies</b>			
<p>Decentralized system of Government geared to an area-based approach to agricultural and rural development.</p> <p>Decentralized administrative system based on traditional forms of governance.</p> <p>Strong sense of dedication to national development efforts among government staff.</p> <p>National policy framework gives priority to the reconstruction and development needs of the rural poor.</p> <p>The Government is a signatory to major international environmental conventions and has a national environmental management plan.</p> <p>Existence of Interim PRS, draft Food Security Strategy, draft Millennium Development Goals Report and national gender action plan.</p> <p>Agricultural sector development strategy in advanced stage of formulation.</p>	<p>Traditional land tenure systems provide insufficient security of ownership and are a disincentive for investment.</p> <p>New land ownership proclamation has not yet been put into effect.</p> <p>Inadequate number of skilled and appropriately trained personnel at both national and local government levels.</p> <p>Limited capacity of agricultural research and extension services.</p> <p>Unsustainable fiscal deficit severely constrains the Government's capacity to invest in rural and agricultural development.</p>	<p>Declining military expenditure predicated on implementation of the decision of the boundary commission will release funds for rural poverty reduction initiatives.</p> <p>Potential to access international finance from a range of sources to address critical poverty reduction, environmental and biodiversity issues.</p> <p>Potential to transfer responsibility for the operation and management of existing irrigation systems to community-based water user associations.</p> <p>Expansion of private sector tractor and machinery hire operators would reduce the need for government involvement in this activity.</p>	

**STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS**

Results of a participatory SWOT analysis undertaken by the IFAD COSOP team and the Government task force on 7 June 2005

Strengths	Weaknesses	Opportunities	Strengths
<b>Markets</b>			
<p>Eritrea is favourably located relative to markets for agricultural and livestock products in the Arabian Peninsula and elsewhere in the Middle East.</p> <p>Strong domestic demand for agricultural and livestock products and good potential for import replacement.</p>	<p>Lack of market information services accessible to rural people.</p>	<p>Develop milk collection and marketing facilities to supply unsatisfied demand in urban areas.</p> <p>Scope for production and marketing of off-season fruits and vegetables for export to Europe and the Middle East.</p> <p>Reasonable sea and air freight connections to Europe and the Middle East for fresh produce exports.</p> <p>Revival of the livestock export trade across the Red Sea.</p> <p>Replacement of imports for a wide range of crop and livestock commodities.</p>	
<b>National Security</b>			
	<p>Ongoing threat of military invasion, “no peace, no war” situation.</p> <p>Much of the fertile agricultural land, including land held as concessions, was abandoned or damaged by war.</p> <p>Heavy resource demands imposed by large numbers of returnees and internally displaced persons.</p>		<p>Another outbreak of war or continuation of the “no war, no peace” situation.</p>



### STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS

Results of a participatory SWOT analysis undertaken by the IFAD COSOP team and the Government task force on 7 June 2005

Strengths	Weaknesses	Opportunities	Strengths
<b>Infrastructure</b>			
Two natural deepwater ports and three international airports.			
Good main road network			
<b>Other</b>			
<p>Strong connections with and financial support from the Eritrean diaspora.</p> <p>Good animal disease status compared to other countries in the region.</p>	<p>Shortage of capital and equipment to develop irrigation systems to utilize surface water run-off from high-rainfall highland areas.</p> <p>Shortage of capital for investment in rural areas and poorly developed rural financial services.</p> <p>Lack of knowledge about the epidemiology and economic impact of animal diseases.</p>	<p>Improved crop yields in lowlands and highlands through use of improved seeds and agronomic techniques.</p> <p>Introduction of labour-saving technologies for land preparation, wood collection and water carrying to address labour shortages in rural households.</p> <p>Incorporation of drought and food security early warning systems into project and programme designs.</p>	<p>Decline in development assistance from the international community.</p> <p>Major livestock or crop disease epidemics.</p>

## APPENDIX IV

## IFAD'S CORPORATE THRUSTS AS RELATED TO THE PROPOSED COUNTRY PROGRAMME

<b>Strategic Framework for IFAD 2002-06: Enabling the Rural Poor to Overcome their Poverty</b>	
<b>IFAD Strategic Objectives</b>	<b>Relationship to Eritrea COSOP</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Human and social assets: strengthening the capacity of the rural poor and their organizations.</li> <li>• Productive assets and technology: improving equitable access to productive natural resources and technology.</li> <li>• Financial assets and markets: increasing access for financial services and markets.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• COSOP emphasizes participatory processes in identifying and designing development programmes.</li> <li>• Irrigation components of the Eastern Lowlands project and the Gash Barka project aim to develop the capacity of village organizations to take responsibility for community irrigation infrastructure.</li> <li>• The Eastern Lowlands project and the Gash Barka project support irrigation development.</li> <li>• COSOP proposes IFAD support in the areas of sustainable natural resource management and the introduction of new agricultural and livestock technologies to diversify the sources of income.</li> <li>• Rural financial services are currently very weak in Eritrea. Large and widespread food deficits mean that there is strong local demand for all agricultural and livestock products.</li> </ul>

<b>IFAD Regional Strategy for Eastern and Southern Africa</b>	
<b>IFAD Cross-Cutting Principles</b>	<b>Relationship to Eritrea COSOP</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Careful targeting that focuses on where the poor are and what they do for a living.</li> <li>• Empowerment of the rural poor to strengthen their own productivity and increase their assets.</li> <li>• Democratic accountability to ensure that public policy and institutions effectively facilitate the efforts of the rural poor to work themselves out of poverty.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• COSOP recommends principles and procedures for targeting specific vulnerable groups.</li> <li>• Most people in rural areas are poor or very poor.</li> <li>• COSOP identifies the poorest and most vulnerable groups and proposes a menu of options for rural poverty reduction from which these households may select.</li> <li>• Current portfolio supports water user associations to be managed according to democratic accountability principles.</li> <li>• COSOP recommends closer involvement of IFAD in policy dialogue through the proposed country programme management team.</li> </ul>

<b>IFAD Regional Strategy for Eastern and Southern Africa</b>	
<b>IFAD's Principal Regional Thrusts</b>	<b>Relationship to Eritrea COSOP</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Promoting efficient and equitable market linkages.</li> <li>• Developing rural financial systems.</li> <li>• Improving the access to and management of land and water.</li> <li>• Creating a better knowledge, information and technology system.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Most rural households are currently weakly linked to input supply and output markets, and rural commerce is poorly developed.</li> <li>• COSOP does not identify rural financial systems as a high priority, but it may do so in future.</li> <li>• Sustainable natural resource management and poverty reduction are a feature of the current COSOP.</li> <li>• The proposed country programme management team approach will promote information sharing and policy dialogue.</li> </ul>

ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPMENT – ONGOING AND PLANNED

Donor Agency	Nature of Intervention	Coverage	Status	Complementarity and Synergy Potential
Multi-Donor	Integrated Rural Development Programme	The Government has identified a comprehensive integrated rural development programme that builds on its Interim PRS and, after consultation with the provincial and major donors, aims to address comprehensively the problem of food insecurity at the national and household levels and to address poverty, particularly in rural areas.	<p>Intended to be a four- or five- year programme, including: (1) agriculture and irrigation (US\$90 million); (2) rural roads (US\$20 million); (3) water supply and sanitation (US\$20 million); (4) electrification (US\$13 million); and (5) capacity-building (US\$7 million).</p> <p>Major donors (World Bank, AfDB and the European Commission) are currently considering the proposal.</p>	The objectives of this programme are broadly consistent with the COSOP, and the Government has expressed a wish for IFAD support, along with that of the other major donors.
World Bank	Rural development	<p>The World Bank has identified rural poverty reduction as a high priority and proposes to focus on three key areas: (1) water resource management; (2) improved livestock and pasture management; and (3) seed production, multiplication and distribution.</p> <p>The planned rural development operation would include five building blocks for rural growth that need to be strengthened: (1) enhancing the efficiency of production through support for the generation and adoption of technologies for crop and livestock systems, including enhancing the capacity of the Government and extension service providers and fostering effective research-extension-farmer-market linkages; (2) supporting off-farm activities to increase employment opportunities through the liberalization of the sector, including divesting government assets; (3) irrigation and watershed management, including developing some of the more promising investment opportunities such as spate irrigation; (4) building human resource capacity and infrastructure for a drought early-warning system; and (5) linking key rural production areas to markets through rural infrastructure.</p> <p>Technical assistance is recommended in the following fields: (1) accurate assessment of natural resource potential; (2) understanding the dynamics of the rural economy; (3) analytical work on water resources, including groundwater availability; (4) an assessment of options for agricultural growth and the implications of these options for investment; (5) assessing the current status of tenure security and the implications for</p>	<p>The World Bank Interim Strategy Note (March 2005) proposes the allocation of US\$54 million for “rural capacity-building and water management” in fiscal year 2006/07.</p> <p>However, this is subject to certain triggers or conditions, including official adoption of the Interim PRS, improved fiscal transparency, a public expenditure review, a debt sustainability analysis and dissemination of baseline poverty data.</p>	<p>Potentially a high degree of synergy with the IFAD COSOP.</p> <p>The World Bank rural development strategy supports the government agenda as reflected in the IFAD COSOP, thereby offering potential for cofinancing. However, the World Bank “trigger” requirements mean that progress in advancing the rural development initiative may be slower than IFAD would prefer.</p> <p>In the event that IFAD proceeds to develop one or two new projects in 2006-2008, it will be vital to liaise closely with the World Bank to avoid the duplication of effort.</p> <p>The World Bank is aware that IFAD will give priority to the Government’s wish to proceed with livestock development. The World Bank has indicated interest in pursuing the seed and the water and irrigation initiatives.</p> <p>There is ample scope for complementary World Bank- and</p>

**ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPMENT – ONGOING AND PLANNED**

<b>Donor Agency</b>	<b>Nature of Intervention</b>	<b>Coverage</b>	<b>Status</b>	<b>Complementarity and Synergy Potential</b>
		agricultural growth; and (6) designing a long-term agricultural and rural development strategy.		IFAD-supported operations in the agriculture-rural sector, but implementation capacity may be stretched.
European Union (EU)	National Indicative Programme 2002-2007	<p>The National Indicative Programme has three areas of concentration: (1) post-conflict rehabilitation; (2) support for the demobilization and reintegration of the war-affected population to help restore macroeconomic stability; and (3) support for the development of long-term strategies in key sectors, including food security, transport and education.</p> <p>The budget for 2002-2007 totals EUR 97 million for macroeconomic support, sectoral policies, programmes and projects. This includes a 10% contingency fund for emergency assistance.</p>	<p>The Technical Support for the Ministry of Agriculture Project consists of an EU-funded team from FAO assisting with the formulation of a comprehensive agricultural sector development strategy. Nine working groups are engaged with different aspects of the strategy, which is due for completion before the end of 2005. The purpose of the project is to re-examine the key aspects of agricultural policies in order to help deepen and refine the Government's main agricultural policy thrusts and develop an integrated strategic framework for sectoral policies.</p> <p>EU is supporting numerous small interventions in rural development, food security and food aid, most of which are being implemented by NGOs.</p>	The sector strategy will be in the process of finalization at the same time as the proposed IFAD livestock development project is being formulated. This calls for close cooperation to ensure that the livestock project, as well as subsequent project(s), is (are) consistent with the sector strategy.
African Development Bank (AfDB)	National Livestock Development Project	A US\$12 million project that aims to meet the national demand for livestock products to improve food security and increase incomes among livestock farmers. Components include: (1) forage development; (2) pilot rangeland management; (3) strengthening animal health services; (4) support for small-scale livestock production; and (5) strengthening the Animal Resources Department at the Ministry of Agriculture.	Project implementation originally scheduled for March 1998 to March 2002. However, there were many delays due to loss of staff for national service. Closure was extended until 31 December 2005.	Design of the proposed IFAD livestock development project should take note of the lessons learned during implementation of the National Livestock Development Project.
United States Agency for International Development (USAID) and United States Department of Agriculture	Food aid programmes	Food for Peace Programme, which includes: (1) development activities funded through the monetization of food aid; (2) emergency programmes such as the World Food Programme Emergency Operations Programme and the World Food Programme Protracted Relief and Recovery Programme; and (3) development relief programmes implemented by NGOs over one-three year periods.	Total aid over 2001-2004 was US\$216 million, of which 96% represented food aid.	Food aid distribution needs to be coordinated with development activities supported by IFAD.

**ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPMENT – ONGOING AND PLANNED**

<b>Donor Agency</b>	<b>Nature of Intervention</b>	<b>Coverage</b>	<b>Status</b>	<b>Complementarity and Synergy Potential</b>
Danish International Development Assistance	Agricultural Sector Support Programme	Major support programme for the Ministry of Agriculture, including: (1) integrated watershed management; (2) national seed development initiative; (3) dairy and livestock development; (4) national tree seed development; (5) integrated pest management; and (6) strengthening of financial management systems.	Implemented over 1996-2001 at a cost of US\$9 million. Included substantial technical assistance component. Phase 2, costing US\$25 million, to be implemented beginning in 2006, was designed, but did not proceed, following a Danish Government decision not to continue supporting the sector.	Lessons learned to be factored into the design of future IFAD programmes.
United Nations Development Programme (UNDP)	Emergency assistance	Provision of emergency shelter and other assistance to war-affected people. Constructed emergency shelters, distributed land to internally displaced persons and expellees, distributed seed and tree seedlings for planting and trained selected farmers in soil and water conservation, reforestation, watershed management, etc.	Implemented between 1999 and 2004 with a total budget of US\$7.6 million.	Provides examples of successful rehabilitation activities for conflict-affected rural households.
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)	Emergency assistance	FAO, working in conjunction with the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees, to provide emergency assistance for internally displaced persons and returnees in the form of seeds and veterinary drugs.	Ongoing.	Valuable lessons learned with regard to domestic seed production capability to be considered in the formulation of any IFAD-supported seed initiative.
	Non-emergency activities	National food information system. Special programme of food security. Agricultural research.	These three programmes are financed by Italian Cooperation (see below).	
Italian Cooperation	National Food Information System in Eritrea	The project is assisting the Government in providing timely and high-quality food security information to assess food emergency conditions, identify and characterize food insecure and vulnerable population groups, monitor food-donations and relief assistance, monitor commercial food imports, formulate food policies and strategies and implement food security programmes.	Implemented by FAO and the Ministry of Agriculture. Successful project that has completed two phases costing US\$2.6 million. Phase 3 is currently being planned.	Baseline information on livelihood systems and food security available from this project could be used for compliance by IFAD projects with the results and impact management system.
	Special Programme of Food Security in Low-Income, Food-Deficit Countries	The project was involved in four main areas: (1) support for improved small-scale, low-cost irrigation and water management practices; (2) promotion of sustainable intensification of crop production; (3) diversification of production systems; and (4) identification of practical solutions to problems that prevent farmers from adopting improved technologies.	Implemented by FAO and the Ministry of Agriculture from July 1997 to September 2004 at a cost of US\$1.1 million. Moderately successful.	Lessons learned are to be factored into the design of future IFAD programmes.
	Strengthening Agricultural Research	The project to assist the Ministry of Agriculture develop its institutional capacity for the generation and dissemination of relevant improved agricultural technologies includes: (1) strengthening the human resources capacity of the National Agricultural Research Institute and (2) improving the quality of research services.	To be implemented by FAO and the Ministry of Agriculture from August 2001 to the end of 2005. Total budget for phases 1 and 2 is US\$7.4 million.	Lessons learned are to be factored into the design of future IFAD programmes.

**ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPMENT – ONGOING AND PLANNED**

<b>Donor Agency</b>	<b>Nature of Intervention</b>	<b>Coverage</b>	<b>Status</b>	<b>Complementarity and Synergy Potential</b>
Global Mechanism of the Convention to Combat Desertification	National Action Plan to Combat Desertification	The Ministry of Agriculture has developed a national action plan to combat desertification. The Global Mechanism has provided a grant to assist in the implementation of this action plan, including: (1) mainstreaming the plan; (2) reviewing and prioritizing the 23 project profiles in the plan; (3) holding a donor consultation forum; and (4) an awareness-raising programme.	A US\$75,000 grant has been provided and is being utilized by the Ministry of Agriculture.	COSOP gives emphasis to environmental degradation as an issue in rural poverty reduction. There is potential for the Global Mechanism to be a partner in future policy dialogues or project implementation.
Global Environment Facility (GEF)	Various country and regional programmes	Seven national projects have been approved, including three in the focal area of biodiversity, three in climate change and one multifocal project. Four are implemented through UNDP, two through the World Bank, and one through the United Nations Environment Programme. All but one of the projects are “enabling activities”, and the one that is not is a full project. Eritrea is also a partner in six regional projects with a total GEF grant contribution of US\$75 million.	GEF grants for national projects amount to US\$8.7 million.	Potential to arrange GEF grant financing as part of an IFAD-brokered financing package.